



**Bruxelles, le 4 février 2015  
(OR. en)**

**5887/15**

**COPEN 28  
EUROJUST 24  
EJN 11**

**NOTE**

---

Origine:	M. Raimundas Karoblis, ambassadeur, représentant permanent, Représentation permanente de la Lituanie auprès de l'Union européenne
en date du:	27 janvier 2015
Destinataire:	M. Rafael Fernández-Pita y González, Directeur général, Conseil de l'Union européenne

---

Objet:	Mise en œuvre de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales - Notification de la République de Lituanie
--------	---

---

Monsieur,

Veillez trouver ci-joint la lettre de M. Paulius Griciūnas, vice-ministre de la justice de la République de Lituanie, concernant les informations que les États membres sont tenus de fournir conformément à l'article 4 de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil. Par ailleurs, veuillez noter que la lettre susmentionnée contient également une déclaration concernant l'article 14 de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil.

(Formule de politesse)

(s.) Raimundas KAROBLIS

**MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCISION-CADRE 2009/948/JAI DU CONSEIL  
DU 30 NOVEMBRE 2009 RELATIVE À LA PRÉVENTION ET AU RÈGLEMENT  
DES CONFLITS EN MATIÈRE D'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE DANS LE CADRE  
DES PROCÉDURES PÉNALES**

Le ministère de la justice de la République de Lituanie transmet à la représentation permanente de la Lituanie le texte des dispositions de la législation de la République de Lituanie adoptées en vue de la mise en œuvre de la décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales (JO L 328 du 15.12.2009, p. 42).

Les dispositions de la décision-cadre sont mises en œuvre par la loi ajoutant l'article 68<sup>1</sup> au code de procédure pénale de la République de Lituanie et modifiant l'annexe du code. Cette loi a été adoptée le 6 novembre 2014 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2014, à l'exception de l'article 4, qui est entré en vigueur le 14 novembre 2014.

En ce qui concerne l'article 4 de la décision-cadre, j'ai l'honneur de vous informer que le procureur est l'autorité compétente de la République de Lituanie et que les autorités centrales de la République de Lituanie sont le bureau du procureur général de la République de Lituanie et un procureur du bureau du procureur général de la République de Lituanie (le membre national d'Eurojust pour la Lituanie ou le membre national adjoint d'Eurojust pour la Lituanie).

En ce qui concerne l'article 14 de la décision-cadre, nous déclarons qu'il est possible de prendre contact avec les autorités compétentes de la République de Lituanie en lituanien ou en anglais.

Nous vous informons également que les arrangements relatifs à l'échange d'informations et aux consultations directes avec les autorités compétentes des autres États membres de l'UE en vertu du paragraphe 5 de l'article 68<sup>1</sup> nouvellement ajouté du code de procédure pénale de la République de Lituanie, qui seront confirmés par une ordonnance du procureur général de la République de Lituanie, sont toujours en cours d'élaboration. Nous vous enverrons une copie des arrangements dès qu'ils auront été confirmés.

Nous vous prions de bien vouloir informer le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et la Commission conformément à la procédure prévue.

(Formule de politesse)

(s.) Paulius Griciūnas  
Vice-ministre de la justice

---